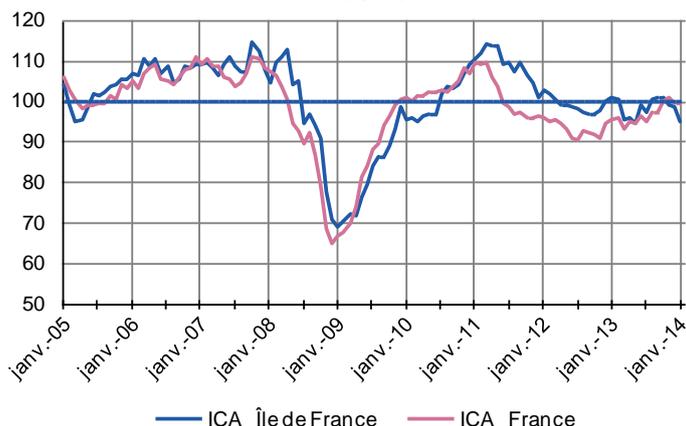


Contexte conjoncturel

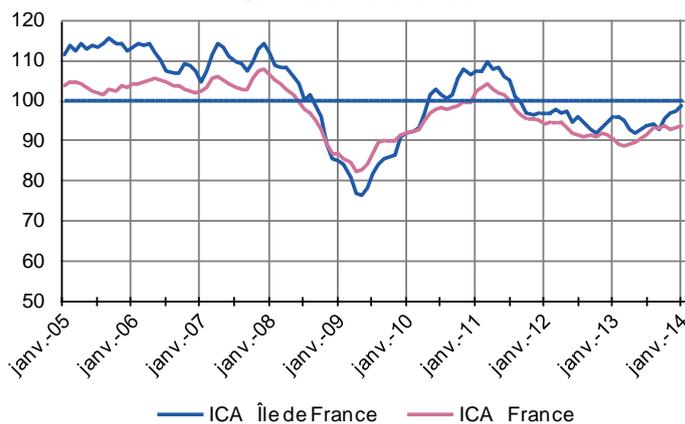
Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

Industrie



Services marchands



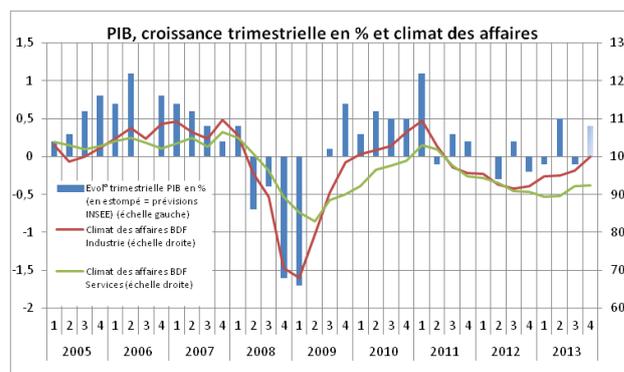
Contexte national

Après le ralentissement de 2012, le climat des affaires s'est redressé dès avril 2013 dans l'industrie. Dans les services il ne s'est légèrement amélioré qu'à partir du second semestre. En global, il n'a toutefois pas retrouvé à fin 2013 son niveau moyen de longue période. La situation conjoncturelle reflète la sortie de la récession en France comme en Zone Euro avec toutefois une visibilité encore faible.

En 2013, le PIB progresserait très légèrement (+0,3 % ; acquis au 3^{ème} trimestre 2013 +0,1 %), après une croissance nulle en 2012. Les rebonds des deuxième et quatrième trimestres ont fait contrecoup au recul des deux autres trimestres ; ces à-coups se sont accompagnés d'une stagnation de la demande de crédit de la part des entreprises et d'une légère progression de celle des particuliers. Les conditions d'octroi sont restées stables. La contribution de la demande intérieure hors stocks à la croissance du PIB atteindrait 0,1 point en 2013 après -0,1 en 2012. Les dépenses de consommation des ménages se sont raffermies (+0,3 point), rattrapant le recul de 2012 (-0,4 point). On observe en effet une légère progression du pouvoir d'achat disponible brut de 0,4 point (après -0,9 en 2012), liée au ralentissement de la hausse des prix de consommation (+0,7 % après +1,3 % en 2012). L'investissement des entreprises a reculé de 1,9 point en 2013, après -1,9 % en 2012. Les investissements des ménages se sont dégradés (-3,8 %) après une année 2012 déjà en baisse (-0,4 %). La variation des stocks a eu une contribution positive de 0,2 point à la croissance du PIB en 2013, mais les échanges extérieurs conservent une contribution négative (- 0,2 point) après une contribution d'un point en 2012.

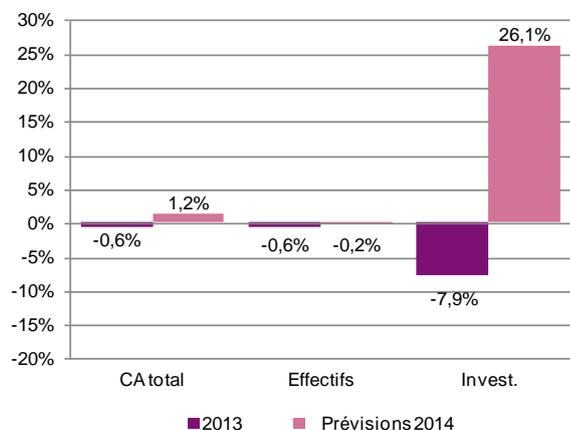
En 2013, le solde des échanges extérieurs de marchandises s'est redressé (-61,2 milliards contre -67,2 en 2012), en raison d'un recul des importations supérieur à celui des exportations.

La baisse de l'emploi s'est ralentie par rapport à 2012, avec un recours accru à l'intérim ; le taux de chômage s'est inscrit à 10,9 % en fin d'année 2013.



Les prix à la consommation ont progressé de +0,8 % à fin décembre 2013 (indice des prix harmonisés) après +2,0 % fin décembre 2012 : la décélération des prix tient au repli observé dans les produits manufacturés et au ralentissement dans l'énergie et dans une moindre mesure dans les produits alimentaires.

Industrie



Source et Réalisation : Banque de France-DAR-IDF (Février 2014)

En 2013, l'activité industrielle a légèrement diminué dans la plupart des secteurs ; elle s'est toutefois stabilisée dans les équipements électriques et électroniques et dans les autres produits industriels.

En dépit de quelques embauches dans le secteur des équipements électriques et électroniques, les **effectifs** se sont globalement contractés.

Dans l'ensemble, les **rentabilités d'exploitation** se sont effritées, notamment dans les matériels de transport et les industries agricoles et alimentaires.

Les **investissements** se sont repliés. Le recul est particulièrement notable pour les équipements électriques et électroniques.

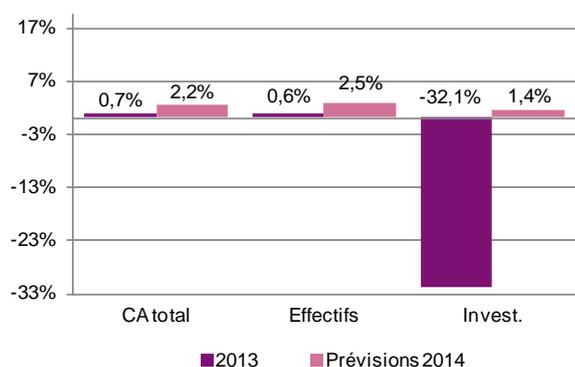
Pour 2014, un retour à une hausse des volumes d'affaires est attendu dans tous les secteurs à l'exception des matériels de transport où la baisse devrait se poursuivre.

Aucune évolution n'est annoncée pour l'**emploi** ; le recours aux effectifs intérimaires devrait encore décroître.

Une majorité de chefs d'entreprises industrielles anticipent une stabilité des **marges d'exploitation** avec toutefois des disparités notables pour deux secteurs : fort recul pour les industries agricoles et alimentaires et progression pour les équipements électriques et électroniques.

Les **investissements** devraient reprendre dans tous les secteurs, tirés, en particulier, par la dynamique structurelle des industries agricoles et alimentaires et des autres produits industriels.

Services marchands



Source et Réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2014)

Les **chiffres d'affaires** s'inscrivent en légère hausse **en 2013**, soutenus par les performances des activités juridiques et comptables, tout particulièrement à l'exportation.

La faible progression des **effectifs** résulte quasi exclusivement des recrutements effectués par ce même secteur ; toutes les autres branches sont globalement orientées à la baisse.

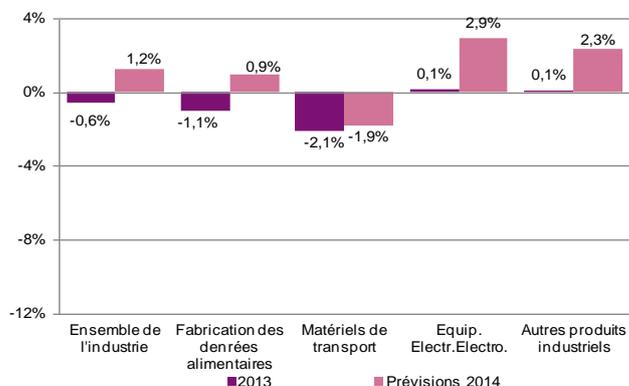
Près de 40% des entrepreneurs jugent que leurs **marges** ont diminué ; les avis sont toutefois partagés selon les branches : diminution dans l'édition, la programmation et le travail temporaire, stabilité dans les transports et la publicité, augmentation dans les activités juridiques et comptables ainsi que dans les activités d'architecture et d'ingénierie.

Pour les **investissements**, le fort accroissement constaté dans les activités juridiques et comptables n'a pas permis de compenser le recul enregistré dans toutes les autres branches.

En 2014, les **prévisions d'activité** sont en amélioration en France comme à l'**export**. Quelques **recrutements** devraient intervenir dans presque toutes les branches. Les efforts d'**investissements**, quoique redevenus positifs, devraient rester modestes dans l'ensemble.

Le chiffre d'affaires

Chiffres d'affaires



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2014)

En 2013, l'activité des industries franciliennes s'est contractée pour la seconde année consécutive. À -0,6%, la baisse est plus faible que celle de 2012 (-3,7%). Ces diminutions font suite à deux années de reprise, 2011 (+3,9%) et 2010 (+7,8%).

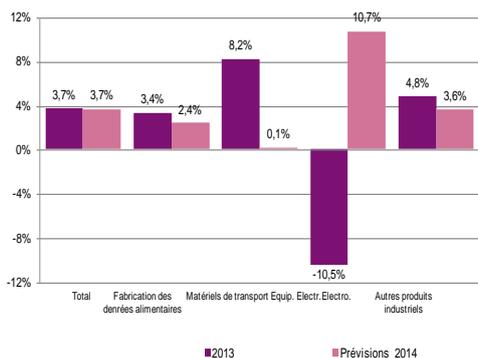
La baisse du chiffre d'affaires a concerné l'ensemble des secteurs, à l'exception de ceux des équipements électriques et électroniques et des autres produits industriels, restés stables. Elle apparaît plus marquée dans les entreprises de fabrication de matériels de transports (-2,1%).

En 2014, les chiffres d'affaires devraient retrouver une orientation positive (+1,2%), à l'exception de la fabrication des matériels de transport évoluant encore à la baisse (-1,9%).

Ce sont les PME, dans le secteur des équipements électriques et électroniques qui seraient les plus dynamiques.

Les exportations

Exportations



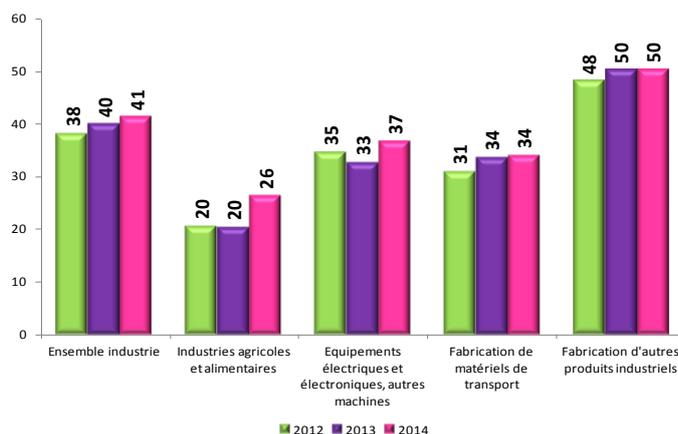
Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2014)

En 2013, le chiffre d'affaires réalisé à l'export a progressé, (+3,7%), permettant une progression de 2 points du taux d'exportation. L'année 2013 s'inscrit dans la continuité des années antérieures, (+6,1%) en 2010, (+2,1%) en 2011. Seule l'année 2012 a marqué le pas, (-1,3%).

Toutefois la baisse s'est poursuivie dans la branche des équipements électriques et électroniques (-10,5%).

Les exportations des ETI des secteurs de l'agroalimentaire, des équipements électriques et électroniques et de la fabrication de matériels de transport se sont, pour leur part, contractées.

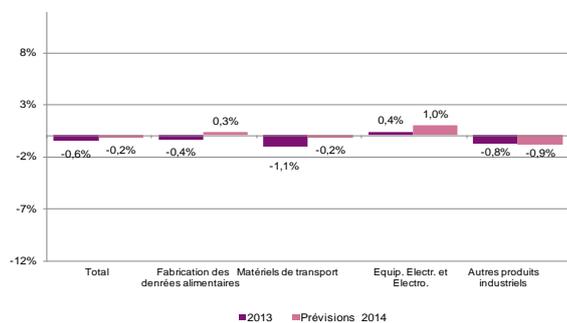
Taux d'exportations industrie



En 2014, les perspectives d'activité à l'export devraient rester bien orientées (+3,7%), dans l'ensemble des secteurs. Une reprise dans la branche des équipements électriques et électroniques est même attendue (+10,7%).

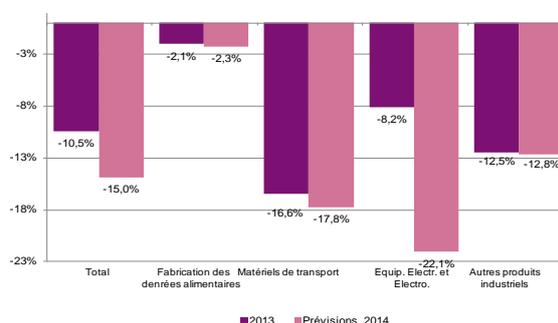
L'emploi

Effectifs Totaux



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2014)

Effectifs Intérimaires



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2014)

En 2013 les effectifs ont fléchi (-0,6%). Les reculs les plus sensibles ont concerné le matériel de transports (-1,1%) et la fabrication des autres produits (-0,8%), les équipements électriques et électroniques se sont maintenus (+0,4%) la fabrication de denrées alimentaires est en léger recul (-0,4%). Les contractions d'effectifs sont plus visibles pour les entreprises de taille moyenne dans les secteurs des matériels de transport et de la fabrication des autres produits.

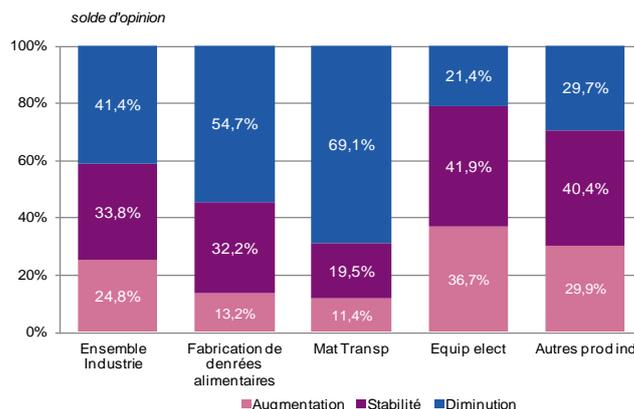
Pour 2014 les industriels envisagent peu d'évolution pour les effectifs (-0,2%). Les équipements électriques et électroniques prévoient quelques recrutements (+1,0%), ainsi que les industries agroalimentaires (+0,3%). Pour les autres industries des allègements sont de nouveau envisagés : (-0,9%) pour la fabrication des autres produits et (-0,2%) pour les matériels de transport.

Le nombre d'intérimaires a baissé (-10,5%) dans tous les secteurs. Ce sont les entreprises de fabrication de matériel de transport (-16,6%), et celles de la fabrication des autres produits (-12,6%) qui enregistrent les plus fortes érosions d'effectifs intérimaires.

Les perspectives pour l'emploi temporaire s'inscrivent en baisse (-15%), quelle que soit la taille de l'entreprise.

La rentabilité

Rentabilité 2013

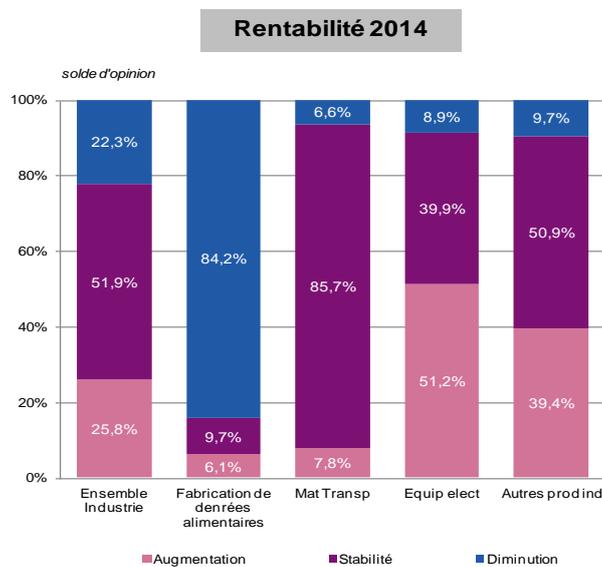


Source et Réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2014)

Parmi les entreprises interrogées, 34 % estiment que leur rentabilité s'est stabilisée et 25 % qu'elle a augmenté ; 41 % d'entre elles pensent toutefois qu'elle s'est effritée. La profitabilité a progressé dans les segments des équipements électriques et des autres produits industriels.

A l'inverse, les marges se sont réduites dans les entreprises des secteurs du matériel de transport et de la fabrication des denrées alimentaires et, plus particulièrement, celles employant plus de 500 salariés.

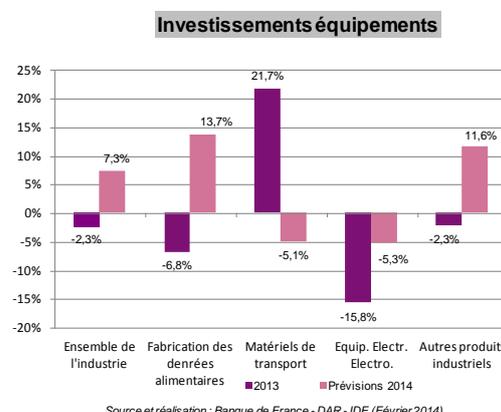
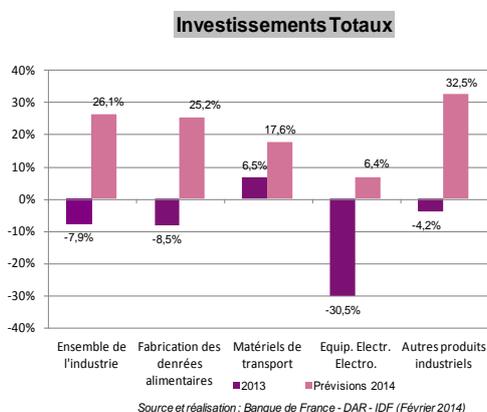
La rentabilité



Source et Réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2014)

Pour l'année 2014, les perspectives paraissent plus favorables pour l'ensemble des secteurs, à l'exception notable de celui de la fabrication de denrées alimentaires où une nouvelle érosion des marges est très majoritairement attendue.

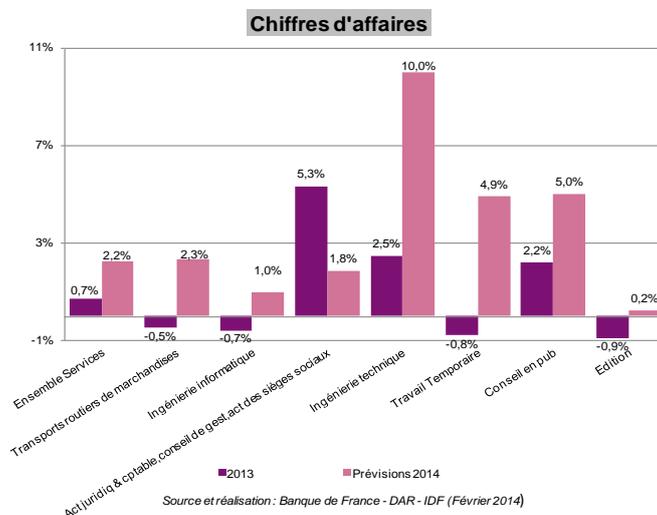
Les investissements (hors financier)



Conformément aux anticipations, les investissements ont diminué dans la plupart des secteurs (-7,9%), et, de façon notable, dans les équipements électriques et électroniques (-30,5%). Une exception, la fabrication des matériels de transport tirée par les programmes des grandes entreprises.

Les perspectives sont bien orientées pour 2014 (+26,1%), avec un redressement significatif dans tous les secteurs, en particulier, dans la fabrication d'autres produits industriels et dans les industries agricoles et alimentaires.

Le chiffre d'affaires



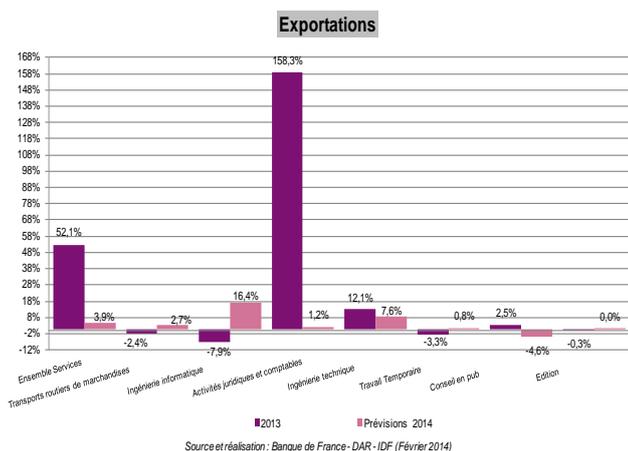
En 2013, le volume d'affaires des entreprises des services marchands a globalement progressé (+0,7%), mais de façon plus modérée qu'en 2012 (+1,1%), 2011 (+4,1%) et 2010 (+7,5%) et de manière hétérogène. L'activité a été soutenue par les secteurs des activités juridiques et comptables (+5,3%), de l'ingénierie technique (+2,5%) et des conseils en publicité (+2,2%), alors que l'ensemble des autres branches s'inscrit en baisse.

Le dynamisme de l'activité des services marchands s'est concentré dans les entreprises de moins de 50 salariés ; les plus grandes entreprises enregistrant, pour leur part, un recul de leur chiffre d'affaires.

Pour 2014, les chefs d'entreprises interrogés apparaissent plus optimistes et anticipent une reprise de l'activité (+2,2%). Un développement du chiffre d'affaires est attendu dans l'ensemble des secteurs. Les branches de l'ingénierie technique (+10%), du conseil en publicité (+5%) et du travail temporaire (+4,9%), génèreraient la plus forte progression d'activité.

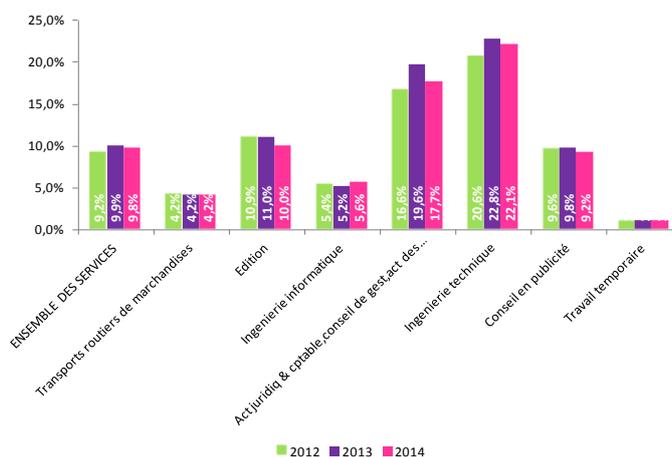
Les petites entreprises seraient les plus dynamiques.

Les exportations



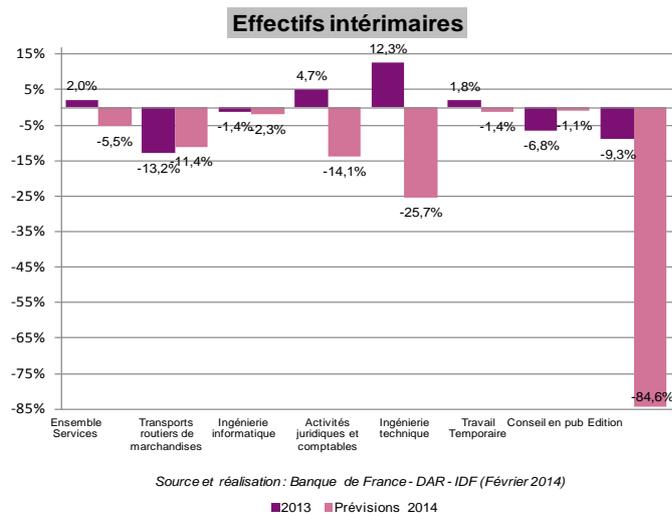
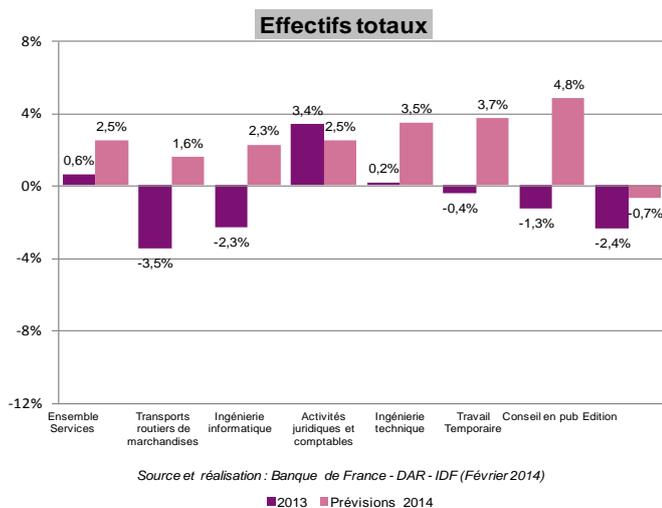
En 2013, le chiffre d'affaires réalisé à l'international a poursuivi sa progression porté par le dynamisme des activités juridiques et comptables dont le taux d'export grimpe de 3 points. L'ensemble des autres secteurs enregistre une progression nettement moins marquée.

Taux d'exportations Services marchands



En 2014, les prévisions de développement de l'export apparaissent plus modérées (+3,9%). Ce sont les secteurs de l'ingénierie informatique et de l'ingénierie technique qui semblent les plus moteurs sur les marchés étrangers.

L'emploi



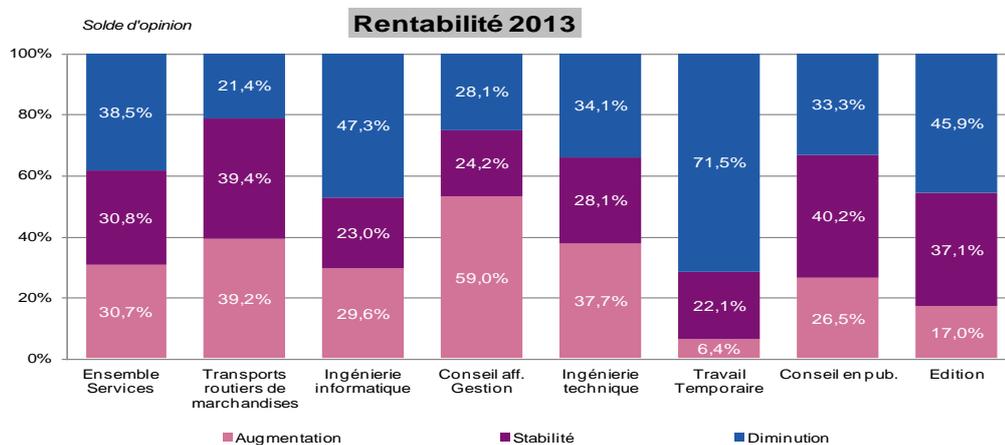
En 2013 les effectifs ont peu évolué (+0,6%). La progression a été portée uniquement par les activités juridiques et comptables (+3,4%). Les autres secteurs affichent des baisses plus ou moins significatives : les transports terrestres (-3,5%), l'édition (-2,3%), l'ingénierie informatique (-2,3%) la publicité (-1,3%) et le travail temporaire (-0,4%).

En 2014 les entreprises prévoient d'embaucher (+2,5%). Les recrutements les plus nombreux profiteraient à la publicité (+4,8%) et au travail temporaire (+3,7%), suivis par l'ingénierie technique (+3,5%) et l'activité juridique (+2,3%).

Le recours à l'intérim a augmenté globalement (+2%). Les progressions les plus fortes ont concerné les activités d'architectes et d'ingénierie (+12,3%) et les activités juridiques (+4,7%). Les autres secteurs ont eu moins recours à l'intérim : en particulier les transports (-13,2%) et l'édition (-9,2%).

En 2014 le recours aux intérimaires devrait se réduire (-5,5%), avec des baisses significatives pour les secteurs des transports (-11,4%), de l'activité juridique et comptable (-14,1%), de l'ingénierie technique (-25,7%) et surtout celui de l'édition (-84,6%).

La rentabilité

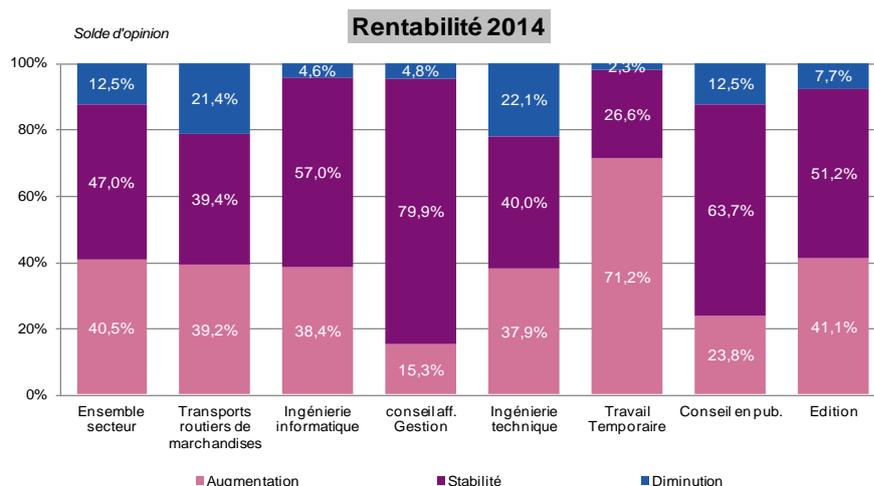


En 2013, la rentabilité s'est améliorée pour 30,7 % des entreprises interrogées, reste stable pour 30,8 % d'entre, et se dégrade pour 38,5 % des autres.

Seule la branche du conseil en affaires et gestion connaît majoritairement une amélioration des résultats.

L'érosion des marges prévaut dans le secteur du travail temporaire. Dans le transport routier de marchandises, 80 % des affaires considèrent avoir reconduit ou renforcé leur profitabilité.

La rentabilité

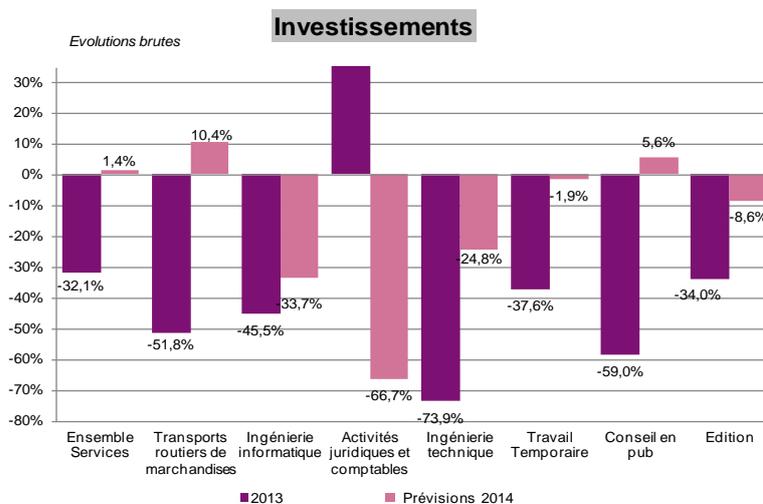


Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2014)

Pour l'année 2014, les perspectives paraissent plus favorables pour l'ensemble des secteurs. 87,5 % des entreprises interrogées (indépendamment de la taille des entreprises) tablent sur une progression ou une stabilisation des résultats.

La rentabilité d'exploitation devrait sensiblement progresser dans la branche du travail temporaire.

Les investissements



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2014)

En 2013, les investissements sont en baisse, quelle que soit la taille des entreprises, une fois encore dans tous les secteurs sauf dans les activités juridiques et comptables.

Pour 2014, les prévisions sont stables (+1,4%) avec, de forts contrastes selon les secteurs : perspectives favorables pour les transports routiers et la publicité, au contraire des activités juridiques et comptables, de la programmation, des activités d'architecture et d'ingénierie et dans une moindre mesure, de l'édition.

Cette enquête a été conduite par les implantations de la Banque de France auprès des entreprises de l'industrie et des secteurs les plus représentatifs des services marchands aux entreprises qui ont leur siège social en Île-de-France afin d'évaluer les premiers résultats de l'année 2013 en matière d'activité, d'exportations, d'emploi, de rentabilité et d'investissements, et de dégager des prévisions pour l'année 2014.

Il s'agit de données et variations concernant les entreprises franciliennes. Collectées entre le 10 décembre 2013 et le 31 janvier 2014, donc sans attendre l'arrêté des comptes annuels, ces informations comportent une part d'évaluation et doivent de ce fait être interprétées avec prudence, notamment en ce qui concerne la rentabilité et l'investissement.

Dans l'**INDUSTRIE**, sont considérées comme entreprises de :

- petite taille, celles comptant moins de 100 salariés,
- taille moyenne, celles comptant de 100 à 500 salariés,
- grande taille, celles comptant plus de 500 salariés.

Les 810 entreprises industrielles ayant participé à l'enquête représentent 185 807 salariés et réalisent un chiffre d'affaires de plus de 93 milliards d'euros soit un taux de couverture élevé et en progression par rapport aux années précédentes.

Dans les **SERVICES MARCHANDS AUX ENTREPRISES**, sont considérées comme unités de :

- petite taille, celles comptant moins de 50 salariés,
- taille moyenne, celles comptant de 50 à 200 salariés,
- grande taille, celles comptant plus de 200 salariés.

Sept secteurs ont été étudiés : les Transports routiers de marchandises, l'Ingénierie informatique, le Conseil pour les affaires et la gestion, l'Ingénierie technique, le Conseil en publicité, le Travail Temporaire et l'Édition. Les 1210 entreprises des services marchands aux entreprises dont les réponses ont été traitées représentent 225 310 salariés pour un chiffre d'affaires de plus de 27 milliards d'euros soit un taux de couverture élevé et en progression par rapport aux années précédentes.

La Direction Régionale - Île-de-France de la Banque de France remercie vivement les chefs d'entreprise qui ont bien voulu participer à cette enquête.

TERMINOLOGIE

Ind Alim	: Industries Alimentaires
Mat Transp	: Matériel de transport
Equip elect	: Équipement électrique et électronique
Autres prod ind	: Autres produits industriels
	<i>1. Textile-habillement chaussures</i>
	<i>2. Bois-papier imprimerie</i>
	<i>3. Industrie chimique</i>
	<i>4. Industrie pharmaceutique</i>
	<i>5. Caoutchouc, plastiques, autres produits minéraux non métalliques</i>
	<i>6. Métallurgie et fabrication produits métalliques</i>
	<i>7. Autres industries manufacturières, réparation, installation</i>

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN ÎLE DE FRANCE, TENDANCES RÉGIONALES

sur le site Internet de la Banque de France

www.banque-france.fr - Rubrique "Économie et Statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

0975-emc-ut@banque-france.fr